

LA LETTRE

DE JUSTICE ET PAIX

POUTINE A PEUR

Alors que se prépare l'élection présidentielle en Russie, non seulement les candidats perçus comme ayant un potentiel sont écartés ou emprisonnés, mais on tue un Navalny, incarcéré dans un goulag de l'Arctique, comme s'il représentait encore une menace à l'ordre établi. À quoi bon faire disparaître définitivement un opposant bien connu à l'étranger. Sinon la peur, une peur sournoise qui semble dominer le sommet de l'appareil russe, et qui engendre des arrestations, des disparitions, et cette guerre en Ukraine, dévoreuse de vies humaines à l'infini. Une peur qui engendre la tyrannie.

Alexeï Navalny est mort ce 16 février 2024.

Avocat intrépide de ce à quoi il croyait, charismatique sachant rassembler des foules, il s'est battu contre la corruption, pour la liberté d'expression, pour un état de droit, pour la participation citoyenne. Il a été tué pour sa vision d'un futur meilleur pour ses concitoyens, d'une Russie en paix et en amitié avec ses voisins, l'Europe et le monde. Ses idées survivront à sa mort. Merci, Alexeï, pour ce que vous avez été et ce que vous continuez d'être, modèle pour tous ceux qui auront le courage de prendre la relève.

Michel Roy,
Justice et Paix France



© <https://wikipedia.org>

« Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les députés, j'ai l'honneur, au nom du gouvernement de la République, de demander à l'Assemblée Nationale, l'abolition de la peine de mort en France »

Cette phrase de Robert Badinter, prononcée le 17 septembre 1981, va le faire entrer dans l'Histoire.

Cela faisait des années que Robert Badinter avait rejoint le camp des abolitionnistes. C'est d'ailleurs pourquoi, en 1977, la section française d'Amnesty International, dont j'étais l'un des responsables, lui avait demandé de la représenter au congrès de Stockholm, pour l'abolition universelle de la peine de mort.

Jusqu'à ce qu'il devienne ministre, plusieurs fois par mois, nous nous sommes retrouvés pour animer des soirées destinées à expliquer pourquoi il fallait abolir la peine de mort. Souvent ces réunions étaient interrompues par des insultes et des cris, parfois même par des violences physiques.

Car l'hommage unanime rendu par tous, lors de sa mort, ne doit pas faire oublier que nous étions à contre-courant de l'opinion publique française (le 17 septembre 1981, un sondage indiquait que 67 % des français étaient en faveur de la peine de mort) et, que Robert Badinter était alors l'objet d'une haine farouche, nécessitant pour lui et sa famille une protection rapprochée.

Lorsque la France a aboli, elle était le 37^e pays à le faire. Aujourd'hui 144 États ont aboli ou renoncé à exé-

cuter les condamnés. Ce combat qui continuera à être mené jusqu'à l'abolition universelle de la peine de mort est resté, jusqu'à sa disparition, celui de Robert Badinter.

Ce combat fut aussi celui des commissions Justice et Paix d'Europe qui, dès 1978, ont demandé que l'Église catholique prenne, sur l'abolition de la peine de mort, une position qui consonne avec sa volonté de respecter la vie humaine. Et le 12 juin 1986, une délégation de l'ACAT conduite par Jacqueline Westercamp, avec la participation de Guy Aurenche et de Pierre Toulat, reçue par le pape Jean Paul II, en présence du cardinal Etchegaray président du Conseil pontifical Justice et Paix, leur exprimait ce même vœu. Ces démarches et celles de bien d'autres contribuèrent à faire bouger l'Église sur sa position traditionnelle (rappelée dans l'article 2267 de son catéchisme). Et la longue marche entamée sous Paul VI, appuyée par Jean Paul II et Benoît XVI, a abouti enfin le 2 août 2018 à une décision du pape François.

Désormais l'Église « enseigne à la lumière de l'Évangile que la peine de mort est une mesure inhumaine, qui blesse la dignité personnelle et s'engage de façon déterminée en vue de son abolition partout dans le monde ».

Marc de Montalembert
Justice et Paix France

EST-CE QUE L'EUROPE VEUT DEVENIR UNE PUISSANCE COMPLÈTE ?

© Institut Jacques Delors



On parle volontiers en France d'Europe-puissance ? Est-ce un concept qui traverse la réflexion de tous les États européens ?

Cette notion d'Europe-puissance parle plus aujourd'hui qu'elle ne parlait il y a encore quelques années, avant le Brexit, avant le Covid, avec les dépendances et les interdépendances que la pandémie a mises en évidence. Et puis il y a la guerre en Ukraine, évidemment. La France a toujours considéré – c'est une façon de voir le monde très française – que l'intégration économique ne suffisait pas à construire une identité européenne. Inévitablement, il fallait penser politique et donc se projeter dans une dimension de puissance, d'Europe-puissance. Cela restait assez flou pour les autres pays et le reproche que nous faisions souvent nos alliés, c'était qu'au fond la France voulait récupérer tout ou partie de la place qu'elle avait occupée dans les relations internationales et de sa puissance déclinante grâce à l'intégration européenne.

Jusqu'à très récemment donc, cette notion ne parlait pas du tout aux autres Européens, notamment aux Allemands qui ont considéré depuis la fin de la seconde guerre mondiale que le plus important, c'était avant tout l'économie et que c'était un vecteur de puissance important (Bill Clinton aux États-Unis a également poussé cette idée et ce fut l'émergence des start-up dans le secteur des technologies de l'information et de la communication ayant assuré près de 30 ans d'hégémonie à ce pays !). On parlait alors de la naïveté des Allemands. Je m'inscris en faux, peut-être parce que je suis économiste de formation, mais il ne faut pas oublier que l'Allemagne par sa prétendue « naïveté » a énormément bénéficié de la situation. Sa situation économique est, certes, compliquée aujourd'hui : c'est le seul pays au monde à avoir été en récession en 2023 et la multiplication des conflits

UN ENTRETIEN AVEC SYLVIE MATELLE, DIRECTRICE DE L'INSTITUT JACQUES DELORS

sociaux traduisent indiscutablement la fin d'un cycle. Sa santé économique reste toutefois meilleure que celle de notre pays : les dettes publiques des deux pays étaient à des niveaux comparables au début des années 2000 (environ 60 % du PIB de chaque pays), la dette allemande est aujourd'hui de 64 % quand celle de la France dépasse les 110 %.

Incontestablement, l'Allemagne a construit avec efficacité sa puissance dans la mondialisation, ce que la France n'a pas su faire avec autant d'efficacité. C'est en partie très injuste d'ailleurs, puisque pendant que les Français engageaient d'importants moyens militaires au Sahel ou ailleurs, l'Allemagne investissait sur les marchés-clés dont la Chine et les États-Unis... Aujourd'hui, l'Allemagne se confronte aux limites de cette stratégie. Mais sans la puissance d'investissements que vous donne l'économie, il est difficile d'éviter le déclin.

La Russie en est un bon exemple. Ce pays semble en effet avoir voulu combler son déclin post-guerre froide par une politique belliqueuse. Investir habilement dans la diversification de son économie, avec pour objectif, non pas tant d'enrichir des oligarques corrompus, mais plutôt d'assurer le renforcement d'une classe moyenne, aurait probablement été bien plus efficace. D'autant plus que le capital humain est élevé en Russie, la jeunesse est bien formée et très qualifiée, mais aujourd'hui elle quitte le pays parce qu'aucune perspective d'avenir ne lui est proposée hormis la guerre. Il suffit de comparer avec la Chine, ces dernières décennies, pour s'en convaincre.

Par ailleurs, j'ai l'impression que la puissance est plus souvent une perception culturelle qu'un concept objectif. Certains pays se sentent et se pensent puissants, quand d'autres n'ont pas ce type de raisonnement. Les Français n'ont pas réussi à convaincre les Européens sur la nécessité d'une Europe-puissance. Par conséquent, ce sont des événements

extérieurs – le Brexit, l'élection de Donald Trump, la pandémie, la guerre en Ukraine – qui ont resserré les liens entre Européens. *In fine*, ils ont commencé à se questionner sur la nécessité de développer une Europe plus politique. Reste à définir ce qu'on entend par puissance !

Oui, quelle serait votre définition ? Économique, diplomatique, militaire, culturelle ?

Je doute que les autres Européens aient la même définition que nous. Ce qui vient tout de suite quand on évoque une telle notion en France, c'est notre force de dissuasion. Grâce à cette force, on a pu légitimer notre siège permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies. Pour autant, quand vous voyez les blocages de ce Conseil, vous vous dites que ce n'est pas un gage absolu de puissance !

Est-ce que l'Europe souhaite devenir une puissance complète ? Ou est-ce qu'être une puissance économique et normative lui suffit ? Aujourd'hui, sa puissance est essentiellement fondée sur la somme des puissances nationales. Mais sur ce point, deux plus deux ne font pas quatre, mais font plutôt trois, parce qu'il y a compétition entre nous. En outre, la non-intégration et le fractionnement sur certains sujets entraînent une déperdition de puissance. C'est particulièrement flagrant en matière de politique étrangère et de défense.

Sur le plan diplomatique, les positions de chaque État peuvent être très différentes. Ce qui est intéressant, c'est qu'une culture commune est en train d'émerger. Au début on s'oppose – je pense au conflit israélo pa-



© Alexander Gresbek de Pixabay

lestinien – et puis on se rend compte que ces divisions nous affaiblissent et on finit par trouver une voie commune... Nous sommes encore loin toutefois d'une vraie politique étrangère européenne, qui ne devrait pas être en concurrence des politiques nationales mais plutôt venir les compléter. Il faut dire que le manque de moyens mis à disposition des institutions européennes pour développer des politiques communes est une vraie limite. Sur le plan de la défense européenne, même s'il y a des progrès évidents, des années vont être nécessaires pour consolider et avancer ; et les risques de retour en arrière sont réels.

En fait, nous devrions capitaliser davantage sur le soft power de l'Europe (la manière douce de convaincre). On pourrait s'appuyer sur les sujets de culture, de normes, de valeurs, sur lesquels les Européens finalement partagent l'essentiel.

Le modèle européen est admiré dans le monde : des pays qui se faisaient la guerre depuis des siècles ont accepté de se parler et de se penser un destin commun. C'est unique dans l'histoire de l'humanité et très contre-intuitif dans la logique des relations internationales. Ces pays sont devenus de plus en plus interdépendants et donc, aujourd'hui, dans l'incapacité matérielle de se faire la guerre. Ce modèle, auquel aspirent les peuples du monde, devrait se diffuser partout sur la planète. Pourtant, la gouvernance mondiale qui pourrait accompagner ce mouvement reste plus que jamais interétatique et terriblement à la peine. L'Union européenne n'est rien dans cette gouvernance ou pas grand-chose. En partie du fait d'une réticence des pays européens à transférer certaines de leurs compétences au niveau communautaire et, *a fortiori*, à céder quelques pouvoirs aux pays du Sud qui les revendiquent légitimement. L'échec dans la réforme des institutions internationales est une cause non négligeable de l'évolution des relations internationales. Nous y avons notre part de responsabilité et cela affaiblit le modèle et les valeurs que nous défendons, donc la puissance européenne.

Dans ce retour de la force et de la violence, la démocratie est questionnée et mise en péril. L'Union européenne n'a pas été formatée – et elle ne sera jamais à niveau – pour être une force de combat. Du coup, il lui faut capitaliser sur ses atouts, donc le soft



© Dušan Cvetanović de Pixabay

power, sans angélisme. Ce peut être un élément extrêmement efficace pour arriver à convaincre d'autres pays qui, eux non plus, n'auront jamais l'avantage et qui se disent : petit pays, plus petit pays, plus l'Europe, on peut peut-être avancer.

Mais comment appliquer une telle réflexion dans un contexte comme celui de la guerre en Ukraine ? La guerre ne résout rien, même si les Ukrainiens sont légitimes à vouloir chasser les Russes de leur territoire. Et en même temps, tant que la guerre continue, ce sont des dizaines de milliers de morts en Ukraine dont des populations civiles et des enfants ; côté russe, c'est une partie de la jeunesse qui est détruite. Tout cela préempte lourdement l'avenir des deux pays.

On voit les partis populistes et les revendications nationalistes progresser en Europe. Cela ne traduit-il pas une sorte de résistance à l'idée d'Europe-puissance ?

Le nationalisme est logique dans une construction européenne et la difficile articulation entre l'intérêt national et l'intérêt européen a toujours existé. Cette défense de l'intérêt national est l'ADN de tous les gouvernements : c'est leur responsabilité de le défendre. C'est probablement aussi pour cela que l'Europe s'est souvent construite dans les crises. Mais il y a eu parfois des leaders inspirés – je pense bien sûr à Jacques Delors quand il présidait la Commission – ou des crises, où l'on se rendait compte que si on y allait tout seul, on allait perdre énormément.

La polarisation de la vie politique affecte toutes les démocraties. Les partis modérés démocrates sont considérés comme parlant à une certaine élite, ne sachant pas écouter et comprendre une partie de la population. En fait, ceux qui votent pour les partis extrêmes, populistes, expriment un rejet plus qu'une adhésion. Adhésion à quoi, d'ailleurs ? C'est quoi le programme des partis pour lesquels

ils votent, à part chasser les étrangers et rejeter ce qui s'est fait avant ? Donald Trump, à part casser ce qu'avait fait son prédécesseur, qu'a-t-il fait de notable ? Ces électeurs ne sont pas contre la démocratie, contre l'Europe dans l'absolu, ils sont contre des choix politiques dont ils pensent qu'ils ont dégradé leur situation personnelle.

On disait que la mondialisation capitaliste, par « ruissellement », allait bénéficier à tous. Cela a bien fonctionné pour une partie de la population, mais les habitants des petites villes, des villes moyennes ou des zones rurales, les populations des quartiers populaires ont souffert et craignent encore la paupérisation. S'inquiétant, ils se révoltent et comme les gouvernements n'assument pas de ne pas savoir leur répondre, ils se défont sur l'Europe. L'Europe libérale n'a pas su donner des réponses, elle non plus, à ce malaise. Jacques Delors répétait souvent « *on ne tombe pas amoureux d'un marché unique* ». Il nous alertait déjà : si le marché unique apportait la prospérité, il faudrait savoir la redistribuer, accompagner tout le monde et surtout les plus fragiles.

Si les prochaines élections conduisent au Parlement davantage de députés d'extrême droite, leur groupe sera plus puissant ; est-ce qu'ils ne seront pas en mesure de bloquer l'Europe ?

Au Parlement, ils ne seront peut-être pas à la manœuvre, mais plutôt à l'empêchement de la manœuvre. Une montée en puissance de ces partis serait extrêmement préjudiciable à la cohésion des Européens. D'un autre côté, si le Parlement a autant bougé ces dernières années, c'est aussi parce qu'il était challengé par des gens qui n'y croyaient pas. Les Parlements ont dû construire davantage leurs dossiers, coller davantage à la représentation citoyenne européenne même si, au-delà d'un certain nombre de députés, les conséquences seraient plus qu'inquiétantes.

*Propos recueillis par
Dominique Quinio
Justice et Paix France*



GUERRE RUSSIE-OCIDENT : QUE VA-T-IL SE PASSER ?

Deux ans après le début de la guerre à grande échelle russo-ukrainienne, une guerre en réalité commencée il y a dix ans par la Russie le 20 février 2014, on peut s'interroger sur les scénarios possibles d'évolution du conflit. Si les historiens sérieux se méfient de toute prédiction, ils n'en sont pas moins capables de proposer des modèles d'anticipation.

Tout dépend en réalité du diagnostic que l'on fait de cette guerre. Si, comme pour la majorité des observateurs qui se présentent comme réalistes, cette guerre n'est que la reconfiguration de l'ordre international consécutive aux « justes ressentiments » d'un pays « encerclé », de vastes portions de populations « humiliées » et d'un « Sud global » ignoré, alors cette guerre est déjà perdue par un Occident démocratique devenu incapable, dans un monde de carnivores, de défendre ses idéaux d'herbivore.

Si en revanche, comme nous le croyons¹, il s'agit d'une guerre de civilisations, comparable aux guerres franco-allemandes des XIX-XXe siècles, on reconnaît que le conflit est profond sans être pour autant déjà perdu par l'Occident. Car au-delà des illusions géopolitiques manichéennes, ce conflit oppose d'un côté, en Europe orientale comme en Occident, les énergies destructrices de la post-modernité, hostiles à toute formulation métaphysique de la vérité et à toute mise en adéquation de la justice et du droit, et de l'autre, en Europe orientale comme en Occident, les forces créatrices d'un nouvel humanisme qui sait reconnaître les sources transcendantes de la vérité et croit en la supériorité de l'État de droit fondé sur un horizon de justice.

Certes les Occidentaux n'ont pas encore pris conscience qu'ils étaient agressés dans leur être même par la Russie post-soviétique, une puissance de chaos devenue mafieuse rêvant d'imposer son « État-civilisation », un modèle qui rejette toute participation de la société civile à la vie politique de la nation et bannit la civilisation démocratique occidentale jugée par trop décadente. Alors que l'Ukraine consacre 26 % de son PIB à cette guerre en 2023, et la Russie 6 %, dans le même temps, comme l'écrit le député européen Andrius Kubilius, en 2022-2023 l'Union européenne a fourni à l'Ukraine 29 milliards de dollars d'aide militaire², à la fois à partir de son propre budget (6 milliards d'euros) et de celui de tous les États membres de l'UE réunis, soit 0,075 % de son PIB annuel. Il ne faut pas être grand clerc pour comprendre qu'à ce rythme l'Ukraine a peu de chances de récupérer ses territoires annexés par la Russie.



© u_bgp899eypx de Pixabay

En revanche, si l'opinion prend conscience que cette guerre menace directement l'éthos européen – non seulement parce que la Russie s'est alliée à tous les partis anti-européens en Europe mais aussi parce que la Russie a déjà annoncé qu'elle remettrait en cause la participation des pays de l'Europe centrale à l'OTAN –, alors les élites politiques européennes responsables seraient en mesure de mettre en place une économie de guerre³. Et il est bien évident en ce cas que la guerre pourrait s'achever bien plus rapidement qu'on

ne l'imagine habituellement. On sait en effet que, même sans les États-Unis, l'UE est dix fois plus puissante que la Russie.

Bien entendu tout va dépendre en premier lieu de la capacité des Ukrainiens à résister, en attendant que les démocraties se décident à aider sérieusement l'Ukraine, sur un plan militaire, économique et financier, et à sanctionner durement la Russie, par exemple en cessant d'importer des hydrocarbures en provenance de Russie. On sait en effet que le budget russe repose à plus de 40 % sur cette source de revenus.

Dans ce combat, le rôle des différentes traditions religieuses à maintenir la cohésion de la nation autour de l'État ukrainien sera déterminant. Pour l'instant seule l'Église orthodoxe ukrainienne relevant du patriarcat de Moscou pose problème compte-tenu de ses liens avérés avec la machine de guerre russe. Pour aider cette Église à prendre définitivement ses distances avec le patriarcat de Moscou, mais aussi, plus profondément, avec le logiciel civilisationnel impérial, il serait utile que les Églises, en Ukraine et dans le monde, mettent en place des séminaires de formation œcuménique à la théologie politique néo-humaniste. En sommes-nous capables en Occident ?⁴

*Antoine Arjakovsky
Directeur de recherche au Collège des Bernardins*

- 1 A. Arjakovsky, Pour sortir de la guerre, Paris, DDB, 2023.
- 2 <https://united4ukraine.network/andrius-kubilius-on-the-reality-of-war/>
- 3 <https://www.pourlkraine.com/post/davantage-armes-francaises>
- 4 Le Collège des Bernardins prévoit une soirée de solidarité avec les Églises en Ukraine le mardi 4 juin 2024.

JE SOUTIENS JUSTICE ET PAIX FRANCE,

en m'abonnant / me réabonnant à LA LETTRE et/ou en faisant un don :
par chèque bancaire à l'ordre de Justice et Paix – 58 avenue de Breteuil, 75007 Paris.

ABONNEMENT (1 an / 11 numéros) : **20 euros** **DON** : euros
 Version papier Je souhaite recevoir un reçu fiscal
 Version numérique

Nom, Prénom :

Adresse :

CP : Ville :

Adresse e-mail :

JUSTICE ET PAIX FRANCE

58 avenue de Breteuil, 75007 Paris - Tél. 01 72 36 69 03 - justice.paix@cef.fr

Président : Mgr Jacques Blaquart

Membres : Catherine Billet - Sylvie Bukhari-de Pontual - Luc Champagne -
Dominique Coatanéa - Cécile Dubernet - Patrice Dufour - Nayla Haddad -
Sr Nelkem Jeannette Londadjim - Jean-Bernard Marie - Marc de Montalembert -
Dominique Quinio - Pasteur Jean-Pierre Rive - P. André Talbot - Denis Viénot - Philippe Zeller

Directeur de la publication : Michel Roy, Secrétaire général

Secrétariat de rédaction : Béatrix de Vareilles

ISSN 1148-4705 - Dépôt légal : Mars 2024

Conception et Impression : Imprimerie Repa Druck